

## S

## ARRÈTE MUNICIPAL TEMPORAIRE N° 165/2025

**OBJET : VOIRIE** - Réglementation temporaire du stationnement et de la circulation dans l'agglomération de CHAUCONIN-NEUFMONTIERS

### 11 allée de la Courtille

**La MAIRE de CHAUCONIN-NEUFMONTIERS,**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;  
**VU** le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18, R 411.25 à R 411.28 et R 422.4 ;  
**VU** le code de la voirie routière et notamment l'article R 141-3 ;  
**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;  
**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;  
**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;  
**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue - approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié) ;

**Considérant** la demande présentée le **31 octobre 2025 par la société Garden Service**, il y a lieu de prendre toutes les dispositions utiles pour faciliter **les travaux d'élagage d'un arbre situé au droit du 11 allée de la Courtille** ;

**Considérant** la configuration et l'état des lieux ;

**Considérant** la nécessité d'assurer la sécurité des intervenants, des usagers de la voie publique et la sécurité des riverains ;

**Considérant** qu'il y a lieu d'organiser temporairement la circulation et le stationnement dans le secteur concerné ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 : OBJET

**Le mardi 4 novembre 2025**, de 9h à 17h, les mesures suivantes sont temporairement applicables dans le cadre de **travaux d'élagage d'un arbre situé au droit du 11 allée de la Courtille**.

### ARTICLE 2 : MESURES DE STATIONNEMENT

**Le stationnement des véhicules est interdit au droit du chantier.**

### ARTICLE 3 : MESURES DE CIRCULATION

**La circulation des véhicules sera ponctuellement interdite.** Une déviation empruntant la rue Charles Péguy et l'allée Marianne sera mise en place par l'entreprise.

### ARTICLE 4 : SIGNALISATION

La mise en place et la maintenance de la signalisation temporaire sera assurée par l'entreprise **Garden Service**.

## ARTICLE 5 : SANCTIONS

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

## ARTICLE 6 : INFORMATION DU PUBLIC

Le responsable de l'entreprise est dans l'obligation de faire distribuer copie du présent arrêté dans les immeubles riverains deux jours avant le démarrage des travaux.

## ARTICLE 7 : FORMALITES D'URBANISME

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

## ARTICLE 8 : EXECUTION

Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Seine et Marne est habilité à prendre, en cas d'urgence, toutes mesures propres à assurer la circulation et la sécurité publique.

## ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté est adressée à

- M. le directeur Départemental de la Sécurité Publique ([cisp//meaux-sisp-boe@interieur.gouv.fr](mailto:cisp//meaux-sisp-boe@interieur.gouv.fr))
- Commissariat de Police de Meaux : ([cosp-csp-meaux-boe@interieur.gouv.fr](mailto:cosp-csp-meaux-boe@interieur.gouv.fr))
- Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours ([ci-meaux@scdis77.fr](mailto:ci-meaux@scdis77.fr))
- L'ASVP de la Commune ([asvp@chauconin-neufmontiers.fr](mailto:asvp@chauconin-neufmontiers.fr))
- **Monsieur Sauvage de Garden service** ([contact@garden-service.fr](mailto:contact@garden-service.fr))

Chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

A Chauconin-Neufmontiers, le 31 octobre 2025

La Maire,  
Marie Léal



*Notifié le*

Cette décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Melun (77000) 43 rue du Gal de Gaulle dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut être aussi saisi par l'application informatique Télerecours citoyens accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).